

Sécurité sanitaire des aliments à la DGAL, une vraie fausse bonne idée de plus

En quelques années, les effectifs dans les services des Fraudes ont fondu comme neige au soleil. Depuis la création des DD(CS)PP, en 2010, ces services ont perdu en moyenne deux tiers de leurs agent·e·s.

Certains chefs de services sont même partagés entre deux départements voisins. Alors, **comment faire à 5 le travail de 20 ?** Forcément, il faut travailler autrement. À force de les dégraissages, les services de la répression des fraudes sont devenus plus petits que les services vétérinaires d'hygiène alimentaire.

Pour le public, la sécurité sanitaire des aliments incombait jusqu'ici uniquement à la DGCCRF. Ce n'est pas tout à fait exact : les filières inspectées par les deux services sont à la fois différentes et en doublon puisque les fraudes peuvent intervenir sur tous les établissements alimentaires, alors que les services vétérinaires n'ont accès qu'aux établissements de production et de transformation des denrées animales et d'origine animale (DAOA).

Aujourd'hui, nos décideurs proposent que les services vétérinaires prennent en charge aussi les denrées d'origine non animale. Si cela devient réalité, non seulement il faudra former les agent·e·s, mais **il faudra avant tout en recruter.**

Lors d'un récent groupe de travail au MAA traitant de l'**attractivité des postes en abattoir**, il a été question d'élargir les fiches de postes des agent·e·s d'abattoir et d'y ajouter de l'inspection en hygiène alimentaire (HA). Les postes, en devenant hybrides, deviendraient-ils ainsi plus attractifs ?

Ce n'était qu'une hypothèse émise par ce GT, rien de plus. Récapitulons : dans les départements, l'inspection en HA est actuellement confiée aux agent·e·s des sièges. Bien entendu, il n'est pas question d'alléger leur tâches (voyons, soyons réalistes !) On les a chargé·e·s comme des mules jusqu'à ce qu'ils et elles n'en puissent plus, pas question de revenir en arrière. Alors, il faut bien trouver des missions pour garnir ces nouveaux postes hybrides en abattoir !

Et c'est ainsi qu'apparaît **le génie de ceux qui nous gouvernent** : vu qu'il n'y a plus assez de forces vives au Ministère des Finances, il vaut mieux concentrer ce qu'il en reste sur leur « cœur de métier », à savoir les fraudes. Le reste, la DGAL sait déjà le faire et elle recherche des missions à ajouter au bât de son personnel.

Comment organiser ça ? Les agent·e·s sur les postes hybrides seraient sur les missions hors DAOA ? Ou bien ces missions d'HA seraient-elles réparties sur tou·te·s les agent·e·s, qui du coup seraient cantonné·e·s à des secteurs géographiques ?

Dans certains départements au territoire très étendu, aller faire une inspection peut prendre la journée entière du fait de l'éloignement. Pour tentante qu'elle soit, l'idée aura de toute façon un revers.

Quoi qu'il en soit, encore une fois, on ne va pas améliorer les conditions de travail des agent·e·s ni la qualité du service public, loin de là !